



## TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS ET GENRE DU PROJET GAC

**« Projet d'Assistance d'urgence en matière de protection de l'enfance, de violence liée au sexe et d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour les populations vulnérables touchées par la crise complexe en Haïti »**

### 1. À propos de Plan International

Plan International est une organisation humanitaire et de développement qui fait progresser les droits de l'enfant et l'égalité pour les filles. Nous travaillons aux côtés d'enfants, de jeunes, de nos alliés et partenaires pour nous attaquer aux causes profondes des difficultés auxquelles les filles et tous les enfants vulnérables sont confrontés. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Depuis plus de 80 ans, nous forçons des partenariats solides en faveur des enfants ; nous sommes aujourd'hui présents dans plus de 75 pays dont Haïti.

### 2. Besoin Humanitaire

Depuis 2021, les gangs resserrent progressivement leur emprise sur la zone métropolitaine de Port-au-Prince, où meurtres, enlèvements et viols sont monnaie courante. Ils étendent désormais leur influence au-delà de la capitale, notamment dans les régions du nord considérées comme le grenier du pays, à une époque où près de la moitié de la population est confronté à une crise alimentaire. L'insécurité croissante continue de chasser des milliers de personnes de leurs foyers, paralyse le fonctionnement des services de base et risque d'annuler les acquis de la lutte contre l'épidémie de choléra déclarée le 2 octobre 2022.

Les conditions humanitaires en Haïti se sont considérablement détériorées au cours de l'année 2022 en raison d'une impasse politique, de trois années consécutives de récession économique et d'une inflation supérieure à 48 %. La violence a atteint des niveaux sans précédent. Les gangs armés contrôlent de plus en plus les territoires, notamment dans la capitale, à Port-au-Prince, commettant des exactions contre la population et provoquant des déplacements internes. Le sous-secteur de la protection de l'enfance estime que près de 1,2 million d'enfants en Haïti sont dans le besoin, soit une augmentation de 64% en un an, en raison de la forte dégradation de la situation sécuritaire, économique et sociale. Dans les zones urbaines contrôlées par des gangs, les risques sont accrus par le recrutement d'enfants par ces groupes.

La violence sexuelle a donc atteint des niveaux alarmants, le viol étant utilisé par les gangs comme arme de terreur et d'asservissement. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), 1,119 enlèvements ont eu lieu en 2022, soit trois enlèvements par jour. Au premier trimestre 2023, au moins 807 personnes ont été tuées/lynchées (en hausse de 107 pour cent par rapport au dernier trimestre 2022), 746 blessées (en hausse de 114 pour cent) et 627 kidnappées (en hausse de 125 pour cent). Le Système Unique d'Information Sanitaire (SISNU) a enregistré 16 470 incidents de violences basées sur le genre en 2022.

Les mouvements intra-urbains et transfrontaliers d'enfants sans leur famille augmentent les risques et les vulnérabilités. De plus, la fragilité du système de protection de l'enfance ne permet pas de garantir une protection adéquate. Suite aux incursions et aux affrontements entre gangs, de nombreux mineurs ont été tués, blessés ou enlevés. Les agressions sexuelles fréquentes et



autres violences basées sur le genre affectent de manière disproportionnée les filles et les femmes, tandis que l'accès aux soins de base et aux services de protection reste un défi majeur.

Conscient de cette situation humanitaire qui prévaut dans le pays, exacerbant les vulnérabilités des enfants notamment les violences sexuelles basées sur le genre affectant de façon disproportionnée les femmes et les filles, Plan International Haïti a décidé de mettre en œuvre un projet de protection des enfants en situation d'urgence afin d'adresser ces problèmes de concert avec ses partenaires à savoir, IBESR et PLAFODA, qui interviennent aussi dans le département de l'Artibonite.

Le projet « **Emergency Child Protection, GBV, and WASH Assistance for Vulnerable Populations affected by the Complex Crises in Haiti, 2024-2026** », financé par Global Affairs Canada (GAC) et mis en œuvre par Plan International Haïti, en partenariat avec PLAFODA, est conçu pour atténuer les effets néfastes de ces crises. Le projet se concentre sur les groupes les plus vulnérables - les enfants, en particulier les filles, et les femmes - qui sont touchés de manière disproportionnée par la violence, l'exploitation et le manque d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

A cet effet, une analyse rapide de genre mettant en exergue les différents secteurs d'intervention (la protection de l'enfant, le SVBG, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA), envisagés pour la réponse à la crise dans l'Artibonite sera effectuée aux Gonaïves, Gros - Morne et Saint – Michel de l'Attalaye dans le but de comprendre les différents impacts de la crise sur les femmes, les filles, les hommes, les garçons de ces communes d'une part, et d'autre part de s'informer de leurs stratégies d'adaptation et de formuler des recommandations pour l'intégration de l'égalité des genres dans les secteurs d'intervention clés de la réponse à la crise.

### 3. Objectifs spécifiques de l'analyse rapide de genre

- Analyser et comprendre la situation actuelle en matière de protection de l'enfance y compris les risques et les vulnérabilités auxquels les enfants sont confrontés, le système de protection de l'enfance existante et les lacunes dans la réponse.
- Évaluer la prévalence des différents types de violence sexuelle et basée sur le genre, (physique, psychologique, économique, etc.) et leur impact différencié selon les tranches d'âge : 0-13 ans ; 14-17 ans ; 18-24 ans, plus de 24 ans et les sexes.
- Faire des recommandations pour l'intégration de l'égalité des genres dans la réponse à la crise de protection dans l'Artibonite, suivant l'approche intersectorielle de Plan International ;
- Influencer les détenteurs de pouvoir qui sont le Gouvernement, les donateurs, les Agences des Nations Unis et d'autres acteurs pour que la réponse à la crise de protection dans l'Artibonite, adresse les besoins, capacités et priorités spécifiques des femmes, filles, hommes et garçons suivant leur tranche d'âge et situation de handicap.

### 4. Résultats escomptés

- I. Un rapport de l'analyse rapide de genre est disponible et servira de guide aux acteurs humanitaires et de développement pour répondre au besoin de protection dans l'Artibonite selon les besoins particuliers des filles, des femmes, des garçons, des hommes et autres identités de genre des différents secteurs d'intervention clés faisant l'objet de l'étude ;



- II. Protection des enfants dans les situations d'urgence (analyse rapide des besoins en protection de l'enfance) :
- Évaluation de l'impact de la crise sur la protection des enfants : quels sont les risques de protection de l'enfance (violence, abus, négligence, exploitation) et leur prévalence
  - Identification des groupes de population les plus touchés
  - Évaluation de la disponibilité et de l'accessibilité des services de protection de l'enfance dans les sections cibles.
- III. Violence sexuelle et basée sur le genre, particulièrement sur les enfants, filles et adolescentes (SGBV) :
- Identification de la prévalence et des types de violence sexuelle et basée sur le genre, particulièrement sur les enfants, filles et adolescentes dans la région cible,
  - Évaluation de la disponibilité et de l'accessibilité des services pour les survivants de la violence sexuelle et sexiste,
  - Identification des lacunes dans la réponse aux Violences Sexuelles et Basées sur le Genre contre les filles et les adolescentes
  - Analyse des facteurs qui contribuent à l'occurrence de la violence sexuelle et basée sur le genre, et la recommandation d'interventions pour prévenir et répondre à la violence sexuelle et sexiste.
- IV. Wash (Eau, hygiène et assainissement) :
- Évaluation de l'impact de la crise sur le Wash
  - Identification des groupes de population les plus touchés
  - Évaluation des installations Wash et des défis à relever
  - Identification des besoins les plus urgents en matière de Wash
- V. Le rapport de l'analyse rapide de genre est disponible et utilisé dans la recherche de financement Pour répondre au besoin de protection, Wash, SVBG, dans l'Artibonite ;
- VI. Le rapport de l'analyse rapide de genre est disponible et partagé avec les organisations humanitaires et de développement.

## 5. Ciblage géographique pour l'Analyse Rapide de Genre dans l'Artibonite

L'analyse sera réalisée au niveau trois (3) communes de l'Artibonite et 17 sections communales

#	Communes	Sections communales
1	<b>Gonaïves</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pont Tamarin</li><li>• Bassin</li><li>• Bayonnais</li><li>• Poteau</li><li>• Labranle</li></ul>
2	<b>Gros - Morne</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rivière Mancelle</li><li>• Moulin</li></ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ravine Gros Morne</li> <li>• Rivière Blanche</li> </ul>
3	<b>Saint – Michel de l’Attalaye</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Platana</li> <li>• Camathe</li> <li>• Bas de Sault</li> <li>• Lalomas</li> <li>• L'Ermité</li> <li>• Lacedras</li> <li>• Marmont</li> <li>• L'Attalaye</li> </ul>

## 6. La Production de l’analyse rapide de genre

Un consultant ayant des compétences sur le genre et l’inclusion avec des expériences antérieures sur l’analyse des faits sociaux à travers des recherches scientifiques basées sur le genre, les consultations communautaires regroupant des enfants et des jeunes des communautés rurales et urbaines sera recruté par Plan International pour la production de l’analyse rapide de genre dans le département de l’Artibonite, précisément dans les 3 communes cibles.

## 7. Directives pour l’analyse rapide de genre

### A.- Trouver les informations liées aux genres disponibles (données secondaires)

Compiler les informations sur le contexte de la crise de protection lié aux genres avant la crise et développer une vue d’ensemble des relations entre les genres et les stratégies adoptées par les femmes, filles, hommes et garçons pour y faire face.

Informations recherchées :

- a) Le profil démographique de la population ventilé par sexe et âge avant la crise ;
- b) Informations disponibles sur l’évolution des attentes, rôles et responsabilités liés aux genres depuis le début de la crise ;
- c) Les dynamiques relationnelles entre les femmes, filles, hommes et garçons et autres identités de genre
- d) Le cadre juridique qui définissait leurs droits avant la crise ;
- e) Les conditions socioéconomiques des femmes, filles, hommes et garçons avant la crise ?
- f) Les opportunités disponibles et accessibles comme l’accès à l’emploi, au moyen de subsistance, aux services de santé, aux services de prise en charge des survivants de violences sexuelles basées sur le genre, aux services de protection et de sécurité, accès à l’éducation, à l’eau.
- g) Les prises de décisions importantes au niveau du ménage et de la communauté ;
- h) Les structures utilisées par la communauté pour prendre des décisions et le niveau de la participation des femmes et des hommes ;
- i) Le fonctionnement des structures pendant la crise alimentaire ;
- j) Les risques liés à la protection que les différents groupes de femmes, filles, hommes et garçons étaient confrontés avant la crise ;

- k) Les informations disponibles sur les risques liés à la protection depuis le début de la crise alimentaire ; l'incidence des cadres juridiques sur l'égalité des genres, les besoins de protection et l'accès à la justice ;
- l) Des informations ventilées par sexe et par âge (quantitatives et qualitatives) concernant les besoins, capacités des communes touchées ;
- m) Les capacités d'adaptation des femmes, filles, hommes et garçons des différentes communes ;
- n) Données secondaires sur le trafic humain dans les communes cibles, qui sont les victimes, hommes, garçons, femmes, filles

**B.- Collecter les informations relatives au genre depuis le début de la crise déjà disponibles (toutes les données primaires incluant celles de l'analyse rapide de genre réalisées par Plan International dans le département du Nord-est d'Haïti).**

Examiner les informations trouvées lors de l'étape (A) pour évaluer les changements en matière de profil démographique, de rôles, de structures, de risques de protection et de données ventilées par sexe et par âge depuis le début de la crise alimentaire. Identifier les lacunes en matière de connaissances concernant l'impact de la crise sur les femmes, filles, hommes et garçons.

**Informations recherchées :**

- a) Informations ventilées par sexe et par âge concernant les besoins, capacités et préférences des communes touchées ;
- b) Les évolutions du profil démographique des communes touchées ;
- c) Les opportunités disponibles et accessibles, comme l'accès à l'emploi, au moyen de subsistance, aux services de santé, aux services de prise en charge des survivants de violences sexuelles basées sur le genre, aux services de protection et de sécurité, l'accès à l'éducation, à l'eau ont-elles évolué ?
- d) Les rôles des femmes, filles, hommes et garçons ont-ils évolué depuis le début de la crise alimentaire ? Quels sont les nouveaux rôles des femmes, filles, hommes et garçons et comment interagissent-ils ? Combien de temps ces rôles nécessitent-ils ?
- e) Les structures utilisées par la communauté pour prendre des décisions pendant la crise alimentaire. Qui participe aux espaces de prise de décision ?
- f) Les risques en matière de protection et de violences sexistes rencontrés par les femmes, filles, hommes et garçons ;
- g) L'incidence des cadres juridiques sur l'égalité des genres et les besoins de protection ;
- h) Les besoins, capacités et préférences des femmes, filles, hommes et garçons des communes touchées ;
- i) Le trafic humain dans les communes cibles, avant et pendant la crise alimentaire, qui sont les victimes, hommes, garçons, femmes, filles ?

**C.- Analyser les données collectées basées sur le genre et inclusion**

L'impact de la crise sur les femmes, les filles, hommes, garçons et autres identités de genre en comparant l'état des problèmes liés au genre avant la crise et leur évolution depuis le début de la crise :

- a) Répertorier les différentes capacités, besoins et préférences des femmes, filles, hommes et garçons. Sont-ils les mêmes qu'avant la crise ou ont-ils évolué ?
- b) Répertorier les rôles et responsabilités des femmes, filles, hommes et garçons. La distribution des charges de travail (payées ou non) est-elle équitable ? Quel est l'impact de cette distribution sur leurs droits et opportunités respectives ? Qui prend les décisions concernant l'utilisation des ressources ? Les besoins sont-ils remplis équitablement ?
- c) Dynamiques entre les femmes, filles, hommes et garçons. Comment les femmes et les hommes s'entraident-ils ou s'empêchent-ils de remplir leurs besoins ou de réaliser leurs droits ? Qui exerce des violences contre qui ? Quels rôles les institutions et la communauté jouent-elles dans la réalisation des besoins et des droits, ainsi que dans le traitement et la prévention de la violence ?

#### **D.- Recommander une planification des secteurs d'intervention selon l'analyse rapide de genre**

- a) Utiliser les résultats de l'analyse et les données ventilées par sexe et par âge pour déterminer si un secteur d'intervention devrait fournir une assistance à l'ensemble des femmes, filles, hommes et garçons ou à des groupes spécifiques. Les recommandations doivent être courtes et pertinentes. Il convient de prendre en compte le contexte de la crise de protection, SVBG et Wash.

#### **8. Questions d'évaluation**

Au cours de cette évaluation les questions suivantes auront des réponses à savoir :

- a) Quels sont les groupes de population les plus touchés ?
- b) Comment les normes, valeurs et attentes en de genre ont évolué au cours des dernières années (de façon positive ou négative) et
- c) Quels sont les éléments qui ont influencé ces changements ?
- d) Quelle est la perception des (filles, jeunes femmes, garçon et jeunes hommes, adolescents, adultes, mariés ou non, veufs ou divorcés) et selon leurs expériences de vies sur les relations et les rôles ?
- e) Comment les catégories d'âges sont touchées différemment par la répartition des rôles et la répartition inégales du pouvoir ?
- f) Quelles sont les pratiques discriminatoires à l'égard des filles et des femmes présentes dans les zones d'intervention et comment elles sont touchées différemment selon l'âge, le sexe et le handicap et d'autres facteurs de vulnérabilités ?
- g) Quels sont les opportunités pouvant servir de base pour réduire les inégalités et à qui profite ces opportunités existantes ?
- h) Quel est le niveau d'accès des jeunes filles et femmes aux informations, espaces protégés et soutien psychosocial ainsi que d'autres services, contrôle des avoirs et des ressources ainsi que des capacités et mécanismes de protection ?
- i) Existe-t-il des mécanismes communautaires de remonter d'information de façon générale et de manière spécifiques face à des violations et abus venant des humanitaires ? et les femmes sont-elles suffisamment impliquées ?
- j) Quelles sont les normes et les convictions sociales/culturelles liées aux droits des femmes, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs du point de vue des femmes, des filles, des hommes et des garçons ?

- k) Quelles sont les croyances et les pratiques des familles et de la communauté en matière de prévention à la VBG/SGBV ? Quelles sont les pratiques positives qui pourraient être encouragées ?
- l) Quels sont les risques de VSBG que les familles et les communautés acceptent et normalisent ? Existe-t-il des différences à l'égard des adolescents et des jeunes femmes handicapés, déplacés, non accompagnés, entre autres ?
- m) Comment les lois, les normes et les institutions défendent les droits en matière de santé sexuelles et reproductive ?
- n) Comment les groupes exposés aux discriminations (femmes et adolescentes) accèdent aux services de santé reproductive et droits sexuels ?
- o) Comment les services de santé reproductive et droits sexuels sont adaptés et répondent aux besoins des filles et des femmes selon leur âge et leur handicap ?
- p) Comment les services et le personnel de santé répondent-ils aux victimes de violence sexuelle et sexiste ? En temps opportun ? Avec qualité ? Avec respect ? Les orientent-ils rapidement vers des services de protection ?
- q) Quel est l'impact de la crise sur l'éducation, la protection et les violences basées sur le genre (VBG) ?
- r) Quelles sont les principales barrières d'accès aux services de la protection et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ?
- s) Quels sont les besoins en protection et en lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ?
- t) Quels sont les besoins les plus urgents non-couverts en matière de protection de l'enfance et les violences basées sur le genre (VBG) ?
- u) Quel est le niveau de disponibilité et d'accessibilité aux services de la protection et de lutte contre les VBG ?
- v) Quelles sont les barrières d'accessibilité à prioriser / à améliorer ?
- w) Quel est le niveau de disponibilité et d'accessibilité aux installations Wash ?
- x) Quels sont les besoins en matière de Wash (Eaux, hygiène et assainissement) ?
- y) Quelles sont les principales barrières d'accès aux aliments nutritifs et aux programmes de nutrition existant ?

## 9. Structure du rapport de l'Analyse Rapide de Genre

- a) Introduction et mise en contexte de la crise alimentaire dans le Nord-est ;
- b) Résumé ;
- c) Méthodologie ;
- d) Profil démographique des différentes communes cibles de l'analyse rapide de genre dans le Nord-est désagrégé par âge et sexe : 10-13 ans ; 14-17 ans ; 18-24 ans, plus de 24 ans ; Données secondaires concernant les différents secteurs ;
- e) Les principales conclusions par secteurs d'intervention suivant le traitement et l'analyse des données : faire ressortir la situation des femmes, filles, garçons, hommes, personnes marginalisées avant et pendant la crise à l'insécurité alimentaire ; leurs rôles pour faire fonctionner le ménage, l'impact de la crise sur les différents secteurs et comment elle affecte les femmes, filles, garçons, hommes, leur capacité d'adaptation à la crise ;
- f) Histoires individuelles des personnes vulnérables et touchées par la crise alimentaire : une fille, une femme, un garçon et un homme ;
- g) Discussions clés sur les différents secteurs et constats ;



- h) Recommandations par secteur : fournir des actions clés pour l'égalité de genres dans la programmation de la santé et droit sexuels et reproductifs, la protection de l'enfant, la Sécurité alimentaire, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA), la nutrition et l'éducation pour chaque étape du cycle de la réponse en rapport à l'évaluation et l'analyse des besoins, la planification stratégique, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation;
- i) Conclusion ;
- j) Annexe : Ressources et outils utilisés.

## 10. Les Principales Responsabilités du Consultant

- a) Respect des Politiques de Sauvegarde des Enfants et des Jeunes, de PHEAS (Prévention du Harcèlement, l'Exploitation et Abus Sexuels), de Genre et Inclusion, de Code de Conduite-Non-staff et signature des politiques de Plan International ;
- b) Consultation des outils de collecte de données utilisées dans la réalisation de la RGA dans le département du Nord-Est et adaptation si nécessaire ;
- c) **Présentation** d'une équipe de collecteurs de données ;
- d) Traitement et analyse des données primaires par secteur d'intervention ;
- e) Analyse des résultats par secteurs d'intervention ;
- f) Soumission du rapport de l'analyse rapide de genre en anglais et en français dans les délais escomptés ;
- g) Socialisation du rapport auprès de l'équipe de l'Artibonite et du CO (Une présentation en ligne peut être envisagée avec une présentation PPT/ Power Point en français et en anglais.)

## 11. Responsabilités de Plan International

- Recrutement du consultant
- Orientation du consultant et équipe sur les Politique de Sauvegarde des Enfants et des Jeunes, de PHEAS, d'Equité de Genre et Inclusion, Code de Conduite- non staff et signature des politiques ;
- Évaluation des risques de sauvegarde avant les consultations communautaires par le consultant regroupant les enfants et les jeunes ;
- Mobilisation des personnes pour la cueillette des données primaires dans les communautés suivant le calendrier, l'approche et la méthodologie du consultant ;
- Paiement du consultant selon les termes et modalités convenus ;
- Identification d'un membre de l'équipe de Plan International dans l'Artibonite et du Bureau Central pour interagir, coordonner, et guider le consultant ;
- Révision et commentaire du rapport préliminaire de l'ARG ;
- Partage des outils de collecte de données de l'ARG/Nord-Est avec le consultant.
- Approbation/Validation du rapport de l'ARG par Plan International au niveau de la Région avant le paiement de la dernière tranche au consultant ;
- Prise en charge des déplacements et de la logistique au besoin du consultant dans l'Artibonite selon les procédures de PIH.

## 12. Proposition de durée pour soumettre le draft du rapport de l'Analyse Rapide de Genre pour validation par Plan International (Haïti et le bureau régional) :



- Proposition de 3 semaines : une semaine pour la cueillette, une semaine pour le traitement et l'analyse des données et une semaine pour la rédaction et la soumission du draft du rapport pour approbation par Plan International.

### 13. Profil du Consultant

- Bonne expérience en analyse de genre et d'élaboration de documents
- Maîtrise du créole haïtien, du français et une bonne connaissance de l'anglais
- Connaissance du contexte local
- Expérience de travail avec les organisations internationales et/ou non gouvernementales

### 14. Soumission de proposition

Une proposition détaillée devra être soumise au commanditaire au plus tard **le mercredi 12 février 2025 à 12 :00 pm à l'adresse : [tender.haiti@plan-international.org](mailto:tender.haiti@plan-international.org)**. Cette proposition comportera entre autres :

- Une proposition technique indiquant trois (3) références pour des consultations similaires et les documents administratifs
- Une proposition financière en Gourdes.

Modalités de Paiement :

- 30% après signature du contrat par les deux parties
- 40% après validation du rapport préliminaire
- 30% après validation du rapport final par Plan International Haïti et son bureau Régional

*Une retenue de 2% sera faite sur chaque décaissement du contrat comme acompte prévisionnel à être versé à la Direction Générale des Impôts. Le consultant peut toujours réclamer une copie de la quittance à toutes fins utiles.*

**N.B. PLAN INTERNATIONAL HAITI se réserve le droit, à tout moment d'interrompre, de reporter ou d'annuler le présent appel sans préavis et sans que sa responsabilité ne puisse être engagée. Dans une telle circonstance, les intéressés ne pourront produire aucune réclamation à quelque titre que ce soit.**